

# Site LGD Développement à Limeil-Brévannes

## MOT DU PRÉFET

Pierre DARTOUT, Préfet du Val de Marne

Les opérations d'enlèvement des déchets sur le site de LGD Développement à Limeil-Brévannes sont terminées depuis la mi-juin conformément au planning qui avait été annoncé en septembre 2011. Ce chantier complexe a mobilisé beaucoup d'acteurs et je souhaitais par conséquent profiter de ce dernier bulletin d'information pour les remercier.

### Je remercie :

- ▶ les riverains, et en particulier l'ADRERG, qui ont su se montrer patients et constructifs lors des nombreuses réunions opérationnelles que j'ai pu présider ;
- ▶ les maires de Limeil-Brévannes et de Valenton ainsi que la Communauté d'Agglomération de Plaine Centrale et le Conseil Général qui ont su apporter leur soutien et leur expertise ;
- ▶ les entreprises, GRS VALTECH et BURGEAP qui ont su œuvrer avec beaucoup de professionnalisme dans un contexte difficile ;
- ▶ l'ADEME qui a assuré la maîtrise d'ouvrage de toute l'opération avec beaucoup d'efficacité ;
- ▶ les services de l'Etat qui ont été fortement mobilisés pour cette opération.



Je souhaite un développement harmonieux et apaisé de tout ce secteur de La Plaine Centrale qui se trouve dans une zone avec un très fort potentiel, entre l'éco-quartier des temps durables et le parc départemental de la Plage Bleue.

Je souhaite également que le cas « LGD » soit un exemple dissuasif pour toutes les autres entreprises de tri et de transit de déchets mais également pour les producteurs de déchets afin que cette situation ne se reproduise pas.

## RAPPELS

Suite à la suspension d'activité de la société LGD Développement par arrêté préfectoral du 15 novembre 2010, l'ADEME a été missionnée en urgence impérieuse pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération de mise en sécurité du site et l'enlèvement des déchets. Ces travaux ont démarré le 17 juin 2011.

A l'approche de la fin de cette mission et en vue de la restitution des terrains, une concertation avec l'ensemble des parties prenantes a été organisée ; elle a eu lieu les 3 et 4 avril 2012.

Le dernier camion de transport des déchets a quitté le site le 4 mai 2012.

## BILAN FINANCIER

Ingénierie du projet, surveillance environnementale :	390 000 euros
Enlèvement des déchets, travaux :	18 830 000 euros
Etat des lieux, frais connexes :	15 000 euros
<b>TOTAL :</b>	<b>19 235 000 euros</b>





## BILAN DES ÉVACUATIONS DE DÉCHETS

### Evacuation des déchets :

Un total de 154 811,87 tonnes de déchets a été évacué du site. Trois entreprises ayant, par leur activité, contribué à la constitution du stock en confiant leurs déchets à la société LGD Développement entre mai 2010 et avril 2011, ont participé à l'enlèvement direct de la quantité de déchets leur incombant.

24 508,06 tonnes de déchets ont été transportés **par voie fluviale** vers le centre de traitement de Guitrancourt. Le reste a été transporté par voie routière vers différents autres centres autorisés d'Ile-de-France.

	En tonnes
Total des déchets évacués sur le site	154 811,87
Par l'ADEME	150 141,69
Par les entreprises productrices de déchets	4 670,18



### Traitement des déchets :

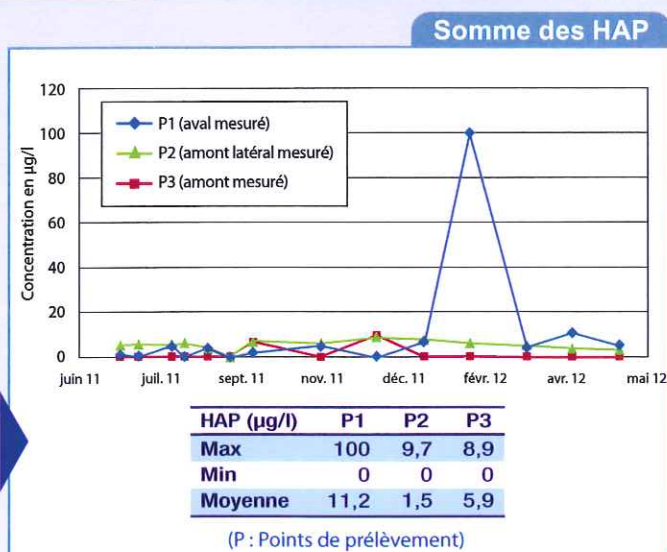
Sur l'ensemble du stock évacué et traité, 702,35 tonnes de déchets ont été identifiés comme contenant de l'amiante liée et ont été traités en filière spécifique. Le reste des déchets entrant dans la catégorie des déchets dits « Déchets Industriels Banals » :

	En tonnes
Total des déchets évacués sur le site	154 811,87
Déchets Industriels Banals	154 109,52
Déchets contenant de l'amiante liée et traités spécifiquement	702,35

## BILAN ENVIRONNEMENTAL

### Suivi de la qualité des eaux souterraines

<b>Modalités de suivi environnemental</b>	14 campagnes depuis Juillet 2011, sur 3 ouvrages de suivi.  Pour chaque campagne, 94 composés recherchés parmi les familles des HAP, Hydrocarbures Totaux, COHV, Dioxine/Furane, BTEX.
<b>Éléments clés</b>	Quelques dépassements des seuils de Potabilité pour le benzène, l'arsenic, le nickel et les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques.  Pour la <b>somme des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques</b> : un pic de concentration en février, non retrouvé par la suite.  Pour le <b>benzène</b> : un pic de concentration en avril, non retrouvé par la suite.



### Conclusions

Les campagnes n'ont pas mis en évidence d'impact significatif des travaux sur la qualité des eaux souterraines. Les différents pics et les quelques dépassements de seuils de potabilité observés n'ont pas eu d'incidence sanitaire car la nappe n'est pas exploitée localement pour l'eau potable.



## Suivi de la qualité de l'air ambiant

### Modalités de suivi environnemental

15 campagnes depuis Juin 2011, sur 3 points de mesure dont un sur site.

Pour chaque campagne, près de 90 composés recherchés parmi les familles des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, Composés Organiques Volatiles, Dioxine/Furane, BTEX (Hydrocarbures Aromatiques Monocycliques), Aldéhydes, méthane, phtalates, H<sub>2</sub>S (Hydrogène Sulfuré), Acides, Ammoniac.

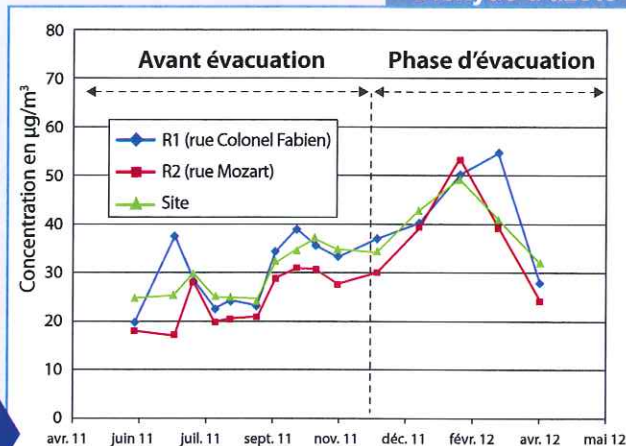
### Éléments clés

**Pour le Dioxyde d'azote :** augmentation des concentrations en lien avec l'augmentation de l'activité sur site au démarrage de l'évacuation des déchets puis retour rapide au niveau d'origine.

**Pour les poussières :** augmentation des concentrations au démarrage de l'évacuation des déchets puis retour rapide au niveau d'origine.

**Pour les dépôts de dioxines :** augmentation des dépôts au démarrage de l'évacuation des déchets puis diminution significative.

### Dioxyde d'azote



N <sub>2</sub> ( $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )	R1	R2	Site
Max	54,8	53,4	49,5
Min	19,9	17,3	24,5
Moyenne	34,1	28,7	33,0

### Conclusions

Les campagnes ont mis en évidence une légère augmentation des particules dans l'air au début de phase d'évacuation, puis une réduction significative de ces mêmes composés.

## Suivi des émissions d'H<sub>2</sub>S

### Modalités de suivi environnemental

15 campagnes de mesure de l'H<sub>2</sub>S dans l'air ambiant dans le cadre du suivi de la qualité de l'air.

Mesures en continu de l'H<sub>2</sub>S dans les réseaux : 4 sondes avec mesure toutes les 4 minutes et système d'alarme en cas de dépassement des seuils.

Suivi des opérateurs sur site : 4 balises de surveillance fixe et port de balise personnelle et masques respiratoire par les opérateurs.

### Éléments clés

**Dans l'air ambiant :** diminution des concentrations avec l'arrosage et l'évacuation dès le démarrage du déstockage.

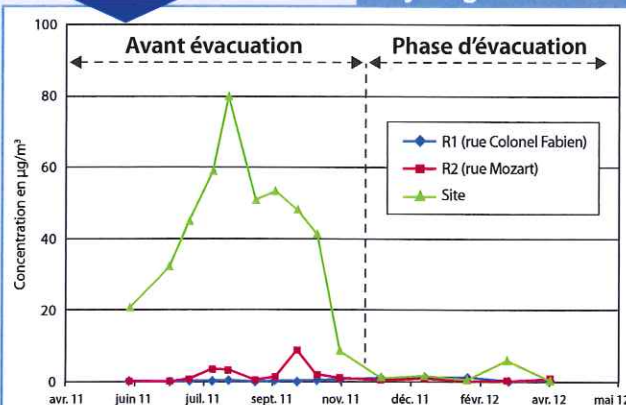
**Dans les réseaux :** ponctuellement, valeurs légèrement supérieures à zéro.

Un bref pic mesuré à la reprise de l'installation de traitement après une période de gel.

Le 03 février 2012 : mise en place d'une vanne de fermeture des rejets en cas de dépassement des seuils. Aucun déclenchement de la fermeture automatique.

**Pour les opérateurs sur site :** déclenchements ponctuels des balises personnelles positionnées à proximité immédiate de la zone d'excavation des déchets. Pas d'alarme hors zone de déstockage.

### Hydrogène sulfuré



H <sub>2</sub> S ( $\mu\text{g}/\text{m}^3$ )	R1	R2	R3
Max	1,6	9,0	80,3
Min	0,2	0,15	0,6
Moyenne	0,6	1,8	30,2

### Conclusions

Les campagnes de suivi des émissions d'H<sub>2</sub>S n'ont pas mis en évidence d'émission excessive ni dans l'air ambiant, ni dans les réseaux d'assainissement.

Les personnes travaillant sur le site n'ont pas été exposées à des concentrations potentiellement néfastes d'H<sub>2</sub>S.



## ETAT FINAL DU SITE

### 2011

### 2012

Août	Septembre	Oct.-Nov.	Décembre	Janvier-Févr.	mi-Avril	mi-Mai	Juin
▶ préparations des interventions	▶ organisation des travaux et libération des parcelles nécessaires au tri et au stockage temporaire des déchets	▶ aménagement des aires de stockage et de tri	▶ démarrage du déstockage et de l'enlèvement des déchets		▶ fin des opérations de déstockage et d'enlèvement des déchets	▶ fin des opérations de remise en état du site	▶ restitution définitive des terrains



Le site, au démarrage de l'opération, et son état aujourd'hui

### L'ADEME en bref

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'agence met à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

**ADEME**



Agence de l'Environnement  
et de la Maîtrise de l'Energie



[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)